

DANS L'ACTUALITE du 8 au 11 avril 2016

Textes officiels

JORF n° 0085 du 10 avril 2016

Définition des règles applicables à la répartition des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales et des fonds de péréquation entre collectivités territoriales

[Décret n° 2016-423 du 8 avril 2016 relatif aux dotations de l'Etat, aux collectivités territoriales et à la péréquation des ressources fiscales](#)

JORF n° 0083 du 8 avril 2016

Obligation des services de l'Etat et ses établissements publics n'ayant pas un caractère industriel et commercial et dont les compétences ou la vocation ont un caractère national à n'acheter ou louer que des produits, services et bâtiments ayant une haute performance énergétique

[Décret n° 2016-412 du 7 avril 2016 relatif à la prise en compte de la performance énergétique dans certains contrats et marchés publics](#)

Jurisprudence

Opérateur se prévalant des capacités d'un autre opérateur : cas dans lesquels le pouvoir adjudicateur peut en limiter la possibilité et les moyens de preuve

[CJUE 7 avril 2016, aff. C-324/14](#)

Le projet de réalisation d'aires de stationnement ouvertes au public soumis à permis de construire ne relève pas d'un permis d'aménager au titre du j) de l'article R. 421-19 du code de l'urbanisme

[CE 7 avril 2016 M. C. et Mme D., req. n° 375495](#)

Le Conseil d'Etat transmet au Conseil constitutionnel la QPC soulevée par la ville de Paris concernant la possibilité d'ouverture des magasins le dimanche

[CE 6 avril 2016 ville de Paris, req. n° 396320](#)

Information appropriée des candidats à un marché public

[CE 6 avril 2016 commune de la Bohalle, req. n° 388123](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Performance énergétique : une nouvelle obligation pour les acheteurs publics

[Un décret paru au « JO » du 8 avril transposant la directive européenne sur l'efficacité énergétique oblige les acheteurs publics de l'Etat à acquérir des produits et services attestant d'une haute performance énergétique. Les marchés de travaux ne sont pas concernés par le texte, mais l'acquisition et la prise à bail de bâtiments le sont.](#)

Source : le Moniteur du 08/04/2016

Dix fiches techniques et deux formulaires sont mis à jour pour aider acheteurs et entreprises à s'approprier les nouveaux textes

[Depuis l'entrée en vigueur de l'ordonnance du 23 juillet 2015, du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité, la DAJ met à jour les fiches techniques et les formulaires sur son site afin d'aider les acheteurs dans la mise en œuvre de leur procédure d'achat et dans l'exécution de leurs contrats.](#)

Source : DAJ du 08/04/2016

Urbanisme

Urbanisme, construction, sols : la connaissance et l'accès au droit, chantier prioritaire de simplification pour les élus

[Les élus locaux sont demandeurs de davantage de connaissances et d'un meilleur accès au droit. C'est le principal enseignement tiré de la consultation du Sénat portant sur la simplification législative du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols.](#)

Source : le Moniteur du 08/04/2016

Environnement

Ségolène Royal et Alain Vidalies ont mis en place le Conseil national de la mer et du littoral

[Ségolène Royal, Ministre de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, et Alain Vidalies, Secrétaire d'Etat chargé des Transports, de la Mer et de la Pêche, ont mis en place aujourd'hui le Conseil national de la mer et du littoral \(CNML\).](#)

Source : developpement-durable.gouv.fr du 11/04/2016

Collectivités territoriales

Plus de 800 communautés vont disparaître le 1er janvier prochain

[Selon le gouvernement, le nombre des intercommunalités va être réduit de 39% du fait de la refonte en cours. Alors que le Sénat a adopté une proposition de loi permettant d'assouplir dans des cas limités le délai de mise en œuvre des nouveaux périmètres, le ministre des Collectivités territoriales a annoncé plusieurs mesures pour faciliter les fusions.](#)

Source : localtis.info.fr du 11/04/2016

Zone touristique internationale

Ouverture des magasins le dimanche : il y a bien un problème !

[Dans une décision du 6 avril 2016, le Conseil d'Etat décide de transmettre au Conseil constitutionnel la QPC \(question prioritaire de constitutionnalité\) soulevée par la ville de Paris et relative à la possibilité d'ouverture des magasins le dimanche dans les zones touristiques.](#)

Source : localtis.info.fr du 08/04/2016

Vu dans les revues

AJDA n° 12-2016 du 11 avril 2016 p.674, *Décompte à rebours (CE 12 novembre 2016 Société Linagora, n° 384052)*, par Guylain Clamour

AJDA n° 12-2016 du 11 avril 2016 p.661, *Une nouvelle servitude d'utilité publique : la servitude en tréfonds*, par Naila Boukheloua

AJDA n° 12-2016 du 11 avril 2016 p.681, *L'exercice du droit de rétrocession empêché par une nouvelle déclaration d'utilité publique (CAA Marseille 5 octobre 2015 consorts G., n° 14MA00545)*, conclusions Michaël Revert

BJCP n° 105 mars-avril 2016 p.101, *La réception des « montages contractuels complexes » par le nouveau droit des marchés publics*, par Nil Symchowicz

BJCP n° 105 mars-avril 2016 p.121, *Le pouvoir adjudicateur peut-il exiger la production de justificatifs pour vérifier l'exactitude des informations données par les candidats*, conclusions Olivier Henrard

BJCP n° 105 mars-avril 2016 p.143, *Comment mettre un terme à un contrat de sous-concession liant deux personnes privées en cas de manquements du sous-concessionnaire à ses obligations*, conclusions Olivier Henrard

BJDU n° 2/16 mars-avril 2016 p.112, *Jusqu'où va l'effet de cristallisation des certificats d'urbanisme ?*, conclusions Rémi Decout-Paolini

BJDU n° 2/16 mars-avril 2016 p.130, *Dans quel délai l'autorité administrative doit-elle adresser son courrier invitant le bénéficiaire d'un permis de construire à présenter ses observations sur le retrait du permis ?*, conclusions Suzanne von Coester

Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales n° 14, 11 Avril 2016, 2095, *Opération de coopération : une région peut financer la restauration d'une basilique en Algérie (CE 17 février 2016 Région Rhône-Alpes, n° 368342, 368343, 368344 et 368352)*, conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher

Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales n° 14, 11 Avril 2016, 2097, *Une société commerciale a-t-elle intérêt, en cette seule qualité, à contester une autorisation d'occuper le domaine public délivrée à son concurrent ? (TA Lille 28 janvier 2016 Société le Clos des prés, n° 1304562)*, conclusions Caroline Regnier